

Pour publication immédiate

COMMUNIQUÉ

PLUSIEURS ORGANISATIONS DE LA DIASPORA DEMANDENT À L'ANCIEN PREMIER MINISTRE ARIEL HENRY ET SON ÉQUIPE DE SE RETIRER DE LA PRIMATURE, CAR L'ACCORD POLITIQUE DU 21 DECEMBRE 2022 A PRIS FIN DEPUIS LE 7 FEVRIER 2024, DÂTE À LAQUELLE IL AURAIT DU REMETTRE LE POUVOIR À DE NOUVEAUX DIRIGEANTS ELUS

Montréal, le 5 mars 2024. - Après plus de deux ans à la tête du pays, le bilan de la performance du gouvernement d'Ariel Henry se révèle catastrophique.

Le soulèvement populaire déclenché depuis plusieurs semaines dans toutes les villes du pays, l'insécurité engendrée par le kidnapping, un record d'homicides de plus de mille personnes seulement pour le mois de janvier 2024, l'indice de perception de la corruption très élevé dans le pays, le délabrement et l'affaiblissement des institutions étatiques, l'échec des deux Accords et des exercices ou tentatives de dialogue entre les forces vives du pays et avec la CARICOM, le défaut de mettre en place un Conseil électoral chargé de la préparation des élections, l'incapacité d'établir la sécurité dans le pays, voilà donc autant de motifs pour lesquels plusieurs acteurs du pays et vivant à l'étranger conjuguent leurs voix pour signifier à Monsieur Ariel Henry, que l'Accord du 21 décembre 2022 est caduc. Donc, plus rien ne justifie qu'il soit toujours à la tête du pays. Par conséquent, ces acteurs réclament ouvertement votre retrait officiel et de toute votre équipe.

L'IDENH (Intégration de la Diaspora pour l'Émergence d'une Nouvelle Haïti) joint sa voix à celle des organisations civiles et politiques pour demander la mise en place d'un Conseil de Gouvernement composé de personnes crédibles, pour diriger le pays jusqu'à la réalisation d'élections transparentes et démocratiques. Le constat de l'échec du gouvernement Henry face à la mission qui lui a été confiée durant les trente derniers mois est flagrant et indéniable. Monsieur Ariel Henry aurait aussi failli à son appel à l'union nationale.

La nécessité de restaurer la sécurité pour la tenue d'élections démocratiques, libres et honnêtes, se révèle des plus urgentes.

OUI à une Haïti Moderne
OUI à une Nation Haïtienne Unie

Source : info@idenh.org